

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 1^{er} novembre 2021

Qui sauvera l'hôpital ?

En début de semaine dernière, le président du Conseil scientifique Covid-19, Jean-François Delfraissy, jetait un pavé dans la mare : selon son estimation, 20 % des lits d'hôpitaux se trouvent actuellement fermés. En cause : le manque de personnel.

Le bulldozer minimise ses propres destructions

Au vu de la politique de casse de l'hôpital public du gouvernement de Macron et ses prédécesseurs sous Hollande, Sarkozy ou Chirac, le ministre de la Santé, Olivier Véran, pourrait se réjouir. Tous ces lits fermés étaient à son programme : il a pris de l'avance.

Pourtant Véran minimise. Il prétend qu'il n'a détruit « que » 5 700 lits en 2020 – en pleine pandémie, il fallait déjà le faire ! Et il livre son estimation à lui, au doigt mouillé – seulement 5 % de lits fermés temporairement – avant de reconnaître qu'il n'est même pas en mesure de... mesurer réellement.

L'étendue des dégâts

Avant d'être ministre, Véran a contribué comme député à toutes les mesures de démolition de l'hôpital public, déjà sous Hollande (2012-2017). Alors pourquoi subitement faire mine de s'excuser ? C'est que ce chiffre de 20 % de lits mis hors service a pour une fois retenu l'attention des médias. Il résonne avec la colère venue d'en bas, des soignants comme des malades. Plus de 1 300 élèves infirmiers ont démissionné en cours d'études ces trois dernières années. Sans compter les démissions d'infirmières et autres soignants dont les témoignages désespérés remplissent les colonnes de journaux. Même des services d'hôpitaux prestigieux voient leur capacité d'accueil réduite, parfois jusqu'aux deux tiers !

La pénurie ne s'arrête pas aux soignants : l'hôpital manque aussi de secrétaires, d'assistantes sociales, de toutes les énergies qui assurent le bon fonctionnement d'unités de soins qui ne se limitent pas à prodiguer des actes médicaux – calibrés et tarifés par des bureaucrates fanatiques de rentabilisation capitaliste, alors que le secteur de la santé devrait répondre gratuitement à tous les besoins.

Et les « solutions » des Agences régionales de santé (ARS) aggravent le mal. *Le Canard enchaîné*

évoque l'application Hublo, censée faciliter l'organisation des remplacements à l'hôpital. Elle incite les salariées les plus mal payées, souvent des mères élevant seules leurs enfants, à multiplier les heures supplémentaires... jusqu'au jour où elles s'écroulent d'épuisement, mettant leur service d'origine en difficulté.

Du grand ras-le-bol... à la révolte générale ?

Les agents hospitaliers sont en France aux avant-postes de ce qu'on nomme aux États-Unis le « Big Quit », une vague de démission de millions de salariés éccœurés de voir leurs efforts du temps de la pandémie utilisés par leurs employeurs pour les exploiter davantage.

La protestation est sourde mais profonde. Les hospitaliers valent mieux que la pénurie de moyens dans laquelle on les contraint à se débattre ; mieux que l'injonction à rester une demi-heure ou une heure de plus en fin de service, à remplacer au pied levé, soi-disant au nom de la conscience professionnelle ou du dévouement au patient. Les hospitaliers valent mieux que les salaires minables qui sont les leurs et contribuent à les faire démissionner. Pour une herbe qui n'est pas toujours plus verte ailleurs.

Non, face à une situation qui tourne au scandale national, il va falloir contraindre Macron et ses sous-fifres à augmenter les salaires et les moyens pour l'hôpital. Avec une paye et des conditions de travail décentes, celui-ci ne tarderait pas à attirer à nouveau des dizaines de milliers de jeunes enthousiastes à l'idée d'exercer un métier utile à toute la société.

Pour cela, la mobilisation de tout l'hôpital public est nécessaire. Soignants et « patients », nous avons tous bien assez patienté ! Une mobilisation non pas sanitaire mais sociale est à inscrire au programme : pour sauver l'hôpital et nos santés du précipice vers lequel Macron et Véran les dirigent.

La pause, c'est la pause

Au Montage, Habillage Moteur et MV1, équipe 12, vendredi dernier, une dizaine d'ouvriers ont débrayé pendant les 10 minutes de travail obligatoires de la pause (GJP). On fait des jours de chômage imposés, et ensuite on doit sacrifier nos pauses pour travailler sur des postes surchargés. Ras-le-bol !

Vol et ultra-précarité : y en a assez !

Au Montage Kitting MV2, équipe 22, mercredi dernier, les intérimaires de Trigo ont débrayé pendant 40 minutes. Leur direction ne leur paye pas la totalité de leur salaire, et elle voulait les passer de contrats au mois à des contrats à la semaine pour les virer plus facilement ou ne pas payer les semaines chômées.

Leur direction a dû reculer, elle a promis de mettre fin aux irrégularités sur les fiches de paye et d'établir des contrats au mois.

Avant d'être au chômage, dépêche toi de produire !

Pour le Montage, Ferrage et Peinture, la direction prévoit des samedis et un dimanche obligatoires. C'est la direction qui nous a fait chômer pendant plusieurs jours, ce n'est pas à nous d'en subir les conséquences. Et puis à quoi ça sert de travailler le week-end, si c'est pour rechômer plus tard en semaine. Stop aux séances de travail obligatoires et gratuites !

Compteurs... de perte de salaires

Des centaines d'ouvriers ont déjà dépassé les moins 84 heures (12 jours de chômage faits) et seront maintenant payés à 84 % du net en cas de chômage. Pendant l'année, on fait péniblement des samedis : tout disparaît en quelques jours... et finit en perte de salaire. Mobilisons-nous pour obtenir le paiement des jours de chômage payés à 100 %, comme pour les cadres et ingénieurs !

Les Packs et Bacs, c'était l'avenir du site ?

Au B3 Pack Batterie, la direction suspend l'équipe 22 pour tout le mois de novembre, et arrête l'équipe de nuit en décembre. Elle se débarrasse de nombreux intérimaires et veut reclasser les salariés de la 22 au Ferrage sans plus de précision, tout cela en très peu de temps, presque du jour au lendemain.

Elle prévoit aussi du chômage pour les Bacs Batterie Ferrage et Peinture. Exigeons qu'elle répartisse le travail entre tous, et toutes les semaines au lieu de nous faire travailler par à coups !

Déluge de milliards pour les actionnaires

Tavares a annoncé que l'année devrait se finir avec une marge de rentabilité de 10 % pour le groupe Stellantis (PSA-Fiat), avec déjà 6 milliards de profits en 6 mois. Nous, on sait déjà que notre livret A restera bloqué à 0,5 % avec pas grand-chose en réserve au vu des hausses de prix actuelles.

Intérimaires de Vesoul, embauchés de Fiat : précarité sociale et géographique

À PSA Vesoul, vendredi dernier, 25 intérimaires et des CDI ont débrayé contre les fins de missions et pour des embauches. La direction veut faire venir 200 salariés italiens de Fiat et virer des dizaines d'intérimaires. Sur les sites de PSA, nous les ouvriers nous accueillons nos frères italiens ou polonais tout autant que les intérimaires : car il y a du travail pour tous, les postes sont trop chargés.

Les salariés de Fiat et intérimaires ont les mêmes problèmes et les mêmes ennemis que nous : nos patrons. Ceux de Vesoul ont raison de ne pas se laisser mettre à la porte !

Jeux de chaises musicales, jeux de massacres

La direction veut vendre au plus vite 65 % du site de PSA Vélizy pour gagner des centaines de millions d'euros. Dès septembre 2022, elle va le vider pour remplir le Pôle Tertiaire de Poissy. Ensuite elle évacuera celui-ci à partir de 2024 pour installer environ 8 400 salariés dans un nouveau bâtiment qu'elle promet tout beau, tout neuf et végétalisé sur le site de PSA Poissy au niveau de l'actuel B5. Elle prévoit aussi beaucoup de mutations : 240 salariés vers Sochaux-Belchamp et Carrières-sous-Poissy, etc.

La direction promet beaucoup de choses, mais ce qui est sûr c'est qu'elle se moque de l'avis des salariés et qu'elle veut des démissions.

Tous ensemble ! Alle zusammen !

Vendredi 29, la quasi-totalité des 1 300 travailleurs d'Opel à Eisenach en Allemagne ont manifesté pour le maintien de leur usine. Officiellement Tavares y a suspendu la production pour 3 mois (en transférant la production du SUV Opel Grandland à PSA Sochaux). Beaucoup craignent une première étape vers la fermeture totale. 35 délégués CGT de PSA, notamment de Sochaux, étaient à la manifestation pour affirmer la solidarité des travailleurs français et demander que la production reste en Allemagne. PSA Sochaux est déjà saturé et la direction refuse d'y créer des emplois. La même semaine la direction annonçait la fermeture définitive de l'atelier d'outillage (260 salariés) d'Opel à Rüsselsheim en Allemagne.

Les travailleurs d'Opel ont raison de se mobiliser en force car les attaques de Tavares contre les salariés du groupe Stellantis ne font que commencer.

Vider une usine sans la fermer

La direction a annoncé que PSA Rennes produirait en 2024 une nouvelle génération de C5 Aircross, et investirait 152 millions d'euros.

Mais combien de salariés seront conservés ? Et que vont faire les Rennais pendant plus 2 ans ? Du chômage à haute dose ?